

– la maison du sport européen –

## Tweets du mois

### EUSport

@EuSport 26 March

Remember that the #ErasmusPlus calls for proposals for #Sport projects are still open. Apply before 6 April!

[https://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/funding/sport-2017\\_en](https://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/funding/sport-2017_en) ...

### EUSport

@EuSport 14 March

Apply for #ErasmusPlus funded #volunteer programme at the #European Youth Olympic Festival in July!

[http://gyor2017.hu/en\\_GB/general-information](http://gyor2017.hu/en_GB/general-information) ... @gyor2017 #youth

### EOC EU Office

@EOCEUOffice 9 March

Excellent & fruitful meeting between Commissioner @TNavracsicsEU and @EOCmedia acting President Janez Kocijancic at #eusportforum @EU2017MT

### SIGGS Project

@SIGGS\_EU 3 March

Visit our information stand at @EuSport EU Sport Forum in Malta next week on 8-9 March! @EOCEUOffice #GoodGovernance #BeActive #eusportforum

## Table des matières

Editorial 2

### UNION EUROPEENNE ET SPORT

Malte accueille le Forum européen du Sport 2017 3

Le Forum européen de la Jeunesse et du Sport réunit 120 jeunes leaders œuvrant dans le monde sportif 4

L'intergroupe sport du Parlement européen organise une réunion sur "le marché unique numérique et les événements sportifs" 5

Groupe d'experts du Conseil : Contribution du sport à l'emploi des jeunes 6

Les partenaires de la Semaine européenne du sport et les coordinateurs nationaux se rencontrent à Malte 7

Le Parlement européen approuve l'accord concernant la directive sur les armes 8

### FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

CESE : Audition d'experts dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours du programme Erasmus+ 8

### LE COIN DES PARTENAIRES

Le Comité Olympique finlandais prend la suite de VALO comme partenaire du bureau des COE auprès de l'UE 9

Sports and Recreation Alliance (SARA) / Brexit: Un compromis difficile à trouver pour le monde du sport? 10

### LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en avril 12

## EDITORIAL

Chers lecteurs,

Il y a un an, deux attaques terroristes brutales frappaient Bruxelles en plein cœur, prenant la vie de 32 civils et laissant de nombreuses personnes sérieusement blessées. Je souhaite utiliser cet éditorial pour rendre hommage à notre ancienne collègue, Karen Northshield, qui compte parmi les blessés. Elle se trouve encore actuellement à l'hôpital où elle a débuté récemment un programme de rééducation. Nous sommes tous particulièrement impressionnés par l'état d'esprit combatif de Karen et sa volonté de retrouver une vie normale. Nous lui adressons tous nos vœux de courage pour la suite de ce combat.

Suite à l'ouverture officielle des négociations sur le Brexit, l'ensemble de l'UE va suivre les prochains mois de discussions avec le plus grand intérêt. De nombreuses incertitudes demeurent sur la forme que va prendre le Brexit, mais il semble difficile d'imaginer une issue positive pour les acteurs impliqués. Concernant son impact sur le sport, il existe toujours l'espoir que le programme Erasmus+ demeure accessible aux mêmes conditions pour les organisations sportives du Royaume-Uni. Afin d'offrir quelques éclaircissements sur le sujet, vous trouverez une contribution de Leigh Thompson (SARA) dans notre coin des partenaires.

Le plan de travail 2017-2020 de l'UE pour le Sport sera formellement adopté le 23 mai prochain par les ministres des sports de l'UE. Durant les mois passés, le bureau des COE auprès de l'UE a exprimé à de nombreuses reprises les attentes du Mouvement olympique concernant ce futur plan de travail. Etant limitée dans ses compétences par l'article 165 TFEU, la politique européenne du sport devrait se concentrer sur le développement et le soutien au sport pour tous ainsi qu'aux défis majeurs actuels du monde professionnel. C'est pourquoi la promotion du volontariat, une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et la protection des organisations sans but lucratif devrait être poursuivies. De plus, le soutien à l'intégrité du sport en finançant des activités dans les domaines de la lutte contre la manipulation des compétitions sportives, la bonne gouvernance ou la lutte contre le dopage doivent demeurer des priorités pour l'UE.

Le jeudi 6 avril est la date limite pour présenter des projets dans le cadre du programme Erasmus+ Sport. Nous avons bon espoir de voir le nombre de projets impliquant des acteurs du Mouvement olympique et du sport pour tous augmenter du fait des nouvelles simplifications budgétaires et de l'augmentation du budget à près de 30 Mio.€. Le bureau des COE auprès de l'UE va ainsi proposer un nouveau projet, basé sur la grande réussite du projet SIGGS, qui s'est achevé en décembre 2016.

Pour conclure, laissez-moi vous annoncer la tenue de notre « *Soirée européenne du sport* », qui se déroulera le 19 juin, à Bruxelles. Le président du CIO Dr Thomas Bach, sera l'invité d'honneur, au côté du président intérimaire des COE, Janez Kocijančič et du Commissaire Navracsics.

En vous souhaitant une très bonne lecture



Folker Hellmund  
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

## UNION EUROPEENNE ET SPORT

### Malte accueille le Forum européen du Sport 2017

Les 8 et 9 mars 2017, la Commission européenne, en partenariat avec la présidence maltaise du Conseil, a organisé l'édition 2017 du Forum européen du Sport à St Julian, Malte. Pour cette édition la Commission avait décidé de diviser les activités entre des sessions plénières discutant de sujets tels que le sport pour tous ou la bonne gouvernance, et des ateliers de travail ciblant des problématiques plus précises, et relativement nouvelles au niveau européen, comme la violence liée au genre dans le sport, le rôle des agents sportifs, le volontariat ou le e-sport.

Suite à une introduction générale de Mark Cujatar, directeur adjoint du CNO maltais, 3 intervenants de haut niveau se sont succédé pour ouvrir le Forum : Jens Nymand-Christensen, directeur général adjoint pour l'éducation, la culture, le sport et la jeunesse à la Commission européenne, Petra Kammervert, présidente du comité CULT du Parlement européen et Janez Kocijančič, président intérimaire des Comités Olympiques européens.



Jens Nymand-Christensen a débuté en insistant sur la nécessité de restaurer la confiance du public dans l'intégrité du sport et en soulignant les actions déjà prises au niveau de l'UE dans cette direction, notamment par le soutien du programme

Erasmus+ Sport. De son côté, Janez Kocijančič a insisté sur les récents progrès dans la coopération et la compréhension entre le mouvement sportif et les institutions européennes, rappelant que, malgré l'importance de l'autonomie des organisations sportives, le sport restait un membre à part entière de la société. Kocijančič a également appelé l'UE et le public à ne pas se focaliser uniquement sur les défis rencontrés par les organisations sportives mais aussi à mettre en avant les aspects positifs des activités sportives.

C'est ensuite Elena Malikova, en charge du sport lors de la présidence slovaque de l'UE en 2016, et Heidi Pekkola, directrice des sports pour ENGSO qui ont discuté le suivi des groupes de Haut niveau sur la diplomatie sportive et le sport pour tous.

La suite de la journée s'est organisée autour de différents ateliers de travail dont des discussions sur les questions de lutte contre le dopage et de l'impact environnemental du sport. Concernant la lutte contre le dopage, un panel a réuni Chris Agius (Présidence maltaise du Conseil), Jens Nymand-Christensen, Benjamin Cohen (Agence mondiale anti-dopage), Michael McNamee (Professeur à l'université de Swansea) et Rozle Prezelj (Président de la commission des athlètes de l'IAAF). Nymand-Christensen a rappelé que la lutte contre le dopage ne devait pas se concentrer uniquement sur le sport de haut niveau mais également sur le sport pour tous alors que Benjamin Cohen a mis en avant la relation entre le fonctionnement de l'AMA et le soutien apporté par les différentes parties prenantes. Il a notamment insisté sur le fait que « l'AMA est aussi efficace que les différents acteurs impliqués le souhaite. »

– la maison du sport européen –

est évident que l'AMA doit être plus efficace et moins politisée et pour atteindre cela les investissements doivent être bien meilleur, avec notamment une diminution du nombre de tests et plus d'enquêtes ». D'autres éléments tels que le droit des athlètes ou leur implication dans la prise de décision au sein de l'AMA ont également été discutés par les panelistes.

Intitulé " rendre le sport plus écologique", une intéressante discussion s'est tenue sur les impacts environnementaux du sport et les perspectives d'un sport plus vert. Andreas Klages, directeur adjoint du développement sportif au sein du CNO allemande (DOSB) a souligné que « rendre le sport plus écologique ouvrirait également la possibilité d'être plus innovant ». Utilisant l'exemple des Portland Trail Blazers, une équipe de basket NBA qui, en investissant dans les technologies vertes, a économisé de nombreuses ressources financières mais également attirée de nouveaux fans.

Durant la seconde journée, deux autres sujets étaient à l'agenda du Forum : le futur du sport pour tous en Europe et la bonne gouvernance dans le sport. Sur ce dernier sujet, c'est Darren Baily (président du Groupe d'experts du Conseil sur la bonne gouvernance) qui s'est exprimé en premier

en indiquant que, même si plusieurs organisations sportives avaient déjà effectué de nombreux progrès quant à leur gouvernance, des efforts restaient à effectuer, notamment concernant la participation des différentes parties prenantes. Il a également rappelé la nécessité d'être patient avec les organisations sportives, arguant que l'évolution de la bonne gouvernance nécessitait une stratégie de long terme avec une évolution dans la culture de l'organisation.

C'est ensuite Janez Kocijančič qui s'est exprimé sur les différentes activités déjà en place au sein du mouvement olympique comme l'Agenda Olympique 2020 ou le projet SIGGS conduit par le bureau des COE auprès de l'UE pour améliorer la gouvernance des CNOs mais aussi des fédérations nationales et européennes.

Parallèlement à ces différentes sessions, le projet SIGGS du bureau des COE auprès de l'UE a pu promouvoir son outil d'auto-évaluation pour les organisations sportives avec un stand prévu à cet effet.

---

#### PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet du Forum 2017](#)

## Le Forum européen de la Jeunesse et du Sport réunit 120 jeunes leaders œuvrant dans le monde sportif

Du 10 au 13 mars 2017, la présidence maltaise du Conseil a organisé, à Malte, le Forum européen de la Jeunesse et du Sport en collaboration avec la Commission européenne et ENGSO Youth. Cet événement a réuni 120 jeunes leaders âgés de 18 à 35 ans venant d'organisations sportives et du secteur de la jeunesse parmi lesquelles certains membres de CNOs.

Les participants ont discuté et rédigé des recommandations dans 3 domaines principaux : un

mode de vie sain, l'inclusion sociale et le volontariat ainsi que la diplomatie sportive.

Ces recommandations ont été publiées dans un " *Pink Paper*". Ce Pink Paper sera remis au Commissaire Tibor Navracsics au cours des prochains mois.

---

#### PLUS D'INFORMATIONS

[Pink Paper](#)

## L'intergroupe sport du Parlement européen organise une réunion sur "le marché unique numérique et les événements sportifs"

Le 7 mars, l'intergroupe sport du Parlement européen a accueilli une conférence pour échanger sur l'impact des mesures proposées dans le cadre du Marché Unique Numérique, sur la diffusion des événements sportifs. Deux panels se sont succédé : le premier réunissant des membres d'organisations sportives alors que le second proposait le point de vue des diffuseurs.

Le premier panel, modéré par Bogdan Brunon Wenta (EPP, POL), réunissait, Stefan Brost, représentant de la Bundesliga à Bruxelles, Mark Lichtenhein, président de SROC (Sports Rights Owners Coalition), Marcin Animucki, vice-président d'Ekstraklasa et Tom Bullock, directeur des affaires juridiques de l'ATP media. Lichtenhein a commencé par souligner les tensions créées par la proposition de la Commission quant au système de licence territoriale, qui régit la majorité des contrats de diffusion actuels. L'exclusivité



territoriale est actuellement le modèle prédominant, permettant aux diffuseurs d'utiliser pleinement le potentiel lié à la vente des droits de diffusion. Il a également rappelé l'importance de ces revenus pour le sport pour tous, celui-ci bénéficiant du réinvestissement d'une partie des revenus liés aux droits de diffusion. Enfin, il a ajouté que la fin des barrières territoriales actuelles

ne signifierait pas une baisse des prix pour le consommateur.

Après que Marcin Animucki et Tom Bullock aient confirmé les arguments avancés par Lichtenhein, Stefan Brost a mis en avant la possibilité d'accorder des droits voisins aux producteurs et aux diffuseurs afin de combattre le piratage et le streaming illégal de manière plus efficace. Déjà à l'œuvre en Allemagne et en Italie, cette solution permettrait une meilleure protection des diffuseurs d'événements sportifs.

Modéré par Virginie Rozière (S&D, FRA), le deuxième panel a vu l'absence de dernière minute du représentant des diffuseurs publics via EBU (European Broadcasting Union). Helena Burrows, chargé de mission pour BT Group, Emilie Anthonis directrice juridique à ACT (Association Commercial Television) et Ross Biggam, vice-présidente des affaires politiques à Discovery Communications/Eurosport ont ainsi échangé sur le sujet. Helena Burrows a débuté en mettant en avant le coût important de production des événements sportifs tout en rappelant que les droits du sport permettaient de bénéficier de revenus substantiels. Elle a néanmoins rappelé que la valeur des droits était liée à la diffusion des événements en direct et qu'il existait une grande volonté des consommateurs de contourner les règles en accédant à un marché illégal de diffusion pirate. Elle a ensuite ajoutée que la lutte contre le piratage, ainsi que pour le renforcement de la protection des diffuseurs devait être une priorité.

De son côté, Ross Biggam a présenté le texte de la Commission sur la portabilité comme une avancée positive, bien qu'elle regrette le manque

– la maison du sport européen –

de cohérence dans les autres propositions faites par l'UE.

Cet évènement a démontré que les différents acteurs voyaient dans les propositions actuelles une réelle menace pour le secteur de la diffusion des évènements sportifs. Les bénéfices espérés de cette réforme pour les consommateurs

semblent difficilement accessibles en l'état, pour le domaine du sport.

## PLUS D'INFORMATIONS

[Rapport sur la réunion de l'Intergroupe sur l'Intranet EOC EU Office](#)  
[Communiqué de presse du Conseil sur la portabilité des contenus digital](#)

## Groupe d'experts du Conseil : Contribution du sport à l'emploi des jeunes

La Commission européenne a publié une deuxième série de recommandations issues du Groupe d'experts du Conseil sur la gestion des ressources humaines dans le sport (XG HR). Le document porte ainsi sur la question de l'employabilité et plus particulièrement des méthodes par lesquelles le sport peut être utilisé comme un outil efficace dans la lutte pour l'emploi des jeunes.

Conduit par Marc Theeboom, professeur à la VUB, les experts des Etats membres ont décidé de se concentrer sur les NEETs (jeunes sans diplôme, formation ou emploi) et sur l'employabilité qui fait référence aux « *compétences des personnes, leur savoir-faire et leur capacité à évoluer et s'adapter au monde du travail* » plutôt que sur la facette création d'emplois. Il est généralement admis que certaines « *compétences nécessaires au monde du travail peuvent être acquises grâce au sport* », cependant le groupe de travail a remarqué que les « *données statistiques liées à cet aspect restaient relativement faibles* ». Cette absence de données et de certitudes a amené le XG HR aux conclusions suivantes :

- L'attention doit se porter sur le rôle du sport comme outil pour renforcer les capacités des jeunes sans éducation ;
- Les attentes concernant la contribution du sport à l'emploi des jeunes doivent être réalistes ;

- Le rôle du sport organisé à ce sujet doit être redéfini ;
- Il existe la nécessité d'analyser les principales caractéristiques des personnes non-actives ;
- Une meilleure connaissance du processus conduisant à l'apprentissage informel doit être acquise ;
- Les bonnes pratiques et les politiques sur le sujet doivent être recensées, suivies et évaluées ;
- Une plus grande relation avec le monde du travail est nécessaire.

En se basant sur ces conclusions et sur les travaux précédemment effectués dans le domaine de la reconnaissance et de la validation des compétences, le XG a produit les recommandations suivantes pour l'UE :

- Utiliser pleinement les outils et initiatives existants pour faciliter l'éducation et les opportunités pour les jeunes (Youthpass...) ;
- Mettre en place un cadre de valorisation des compétences acquises par le sport pour les NEETs ;
- Renforcer la connaissance des principaux facteurs permettant le développement de compétences par le sport pour les NEETs.

Certaines recommandations sont également directement adressées aux Etats-membres :

– la maison du sport européen –

- Amener un soutien aux organisations qui supportent ouvertement le sport comme outil d'amélioration des compétences pour les NEETs.
- Encourager les partenariats locaux entre le secteur du sport et d'autres domaines ;
- Encourager le secteur de l'emploi à collaborer avec le domaine du sport pour une meilleure

définition des compétences acquises par la pratique du sport.

---

## PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet EU Youthpass](#)

[Recommandations du XG](#)

## Les partenaires de la Semaine européenne du sport et les coordinateurs nationaux se rencontrent à Malte

Les partenaires et les coordinateurs nationaux (NCBs) de la Semaine européenne du sport (EWOs) se sont rencontrés, le 9 mars 2017, suite au Forum européen du Sport, à Malte. Durant cette réunion, la Commission européenne a présenté les résultats de l'édition 2016 d'EWOs (article dédié en janvier) et offert une première idée de l'édition 2017. 3 changements majeurs concernant les coordinateurs nationaux:

- La Suède a rejoint EWOs pour la première fois (la Swedish Sports Confederation RF étant le coordinateur national) ;
- Österreichische Bundes-Sportorganisation (BSO) est devenu coordinateur pour l'Autriche ;
- Au Royaume-Uni, Sport England a laissé son rôle à UK active.

Concernant les événements, la Commission a confirmé que l'évènement d'ouverture se tiendrait à Tartu (Estonie), le 23 septembre. Cette évènement contiendra notamment une table ronde sur les modes de vie sains et un festival de vélo

pour enfants. Le BeActive Awards Gala sera mis à l'honneur cette année, à la fin de la Semaine et pourrait se tenir à Marseille, plutôt qu'à Bruxelles. 3 types de prix seront remis – activités sur les lieux de travail, les écoles et pour les héros locaux – pour lesquels les NCBs et les partenaires de la Semaine ont la possibilité de nommer personnes et projets.

De plus, la Commission européenne souhaite créer un réseau d'ambassadeurs EWOs à partir des acteurs déjà actifs durant ces deux dernières années. Une première réunion est prévue à Bruxelles, le 20 juin, sur le sujet.

Concernant les activités sur internet la Commission cherche à améliorer le site internet en le mettant régulièrement à jour afin de le rendre utile durant l'année entière. Les réseaux sociaux joueront une fois encore un rôle majeur dans la campagne #BeActive,

## Le Parlement européen approuve l'accord concernant la directive sur les armes

Le 14 mars 2017, le Parlement européen a soutenu l'accord négocié entre les représentants du Parlement et du Conseil (trilogue) sur la révision de la directive sur les armes de 1991.

La révision de cette directive contient un ensemble de mesures visant à renforcer les provisions sur l'acquisition, la possession, l'import et l'export des armes à feu dans l'UE. L'objectif étant de mettre en place des contrôles plus importants sur les armes dites "acoustiques" mais aussi de renforcer les dispositions relatives au marquage des armes à feu et clarifier le statut d'armes "neutralisées". Des contrôles plus stricts seront appliqués pour certaines armes semi-automatiques lorsqu'elles sont équipées de chargeurs à grande capacité. Ces nouvelles règles peuvent avoir un impact sur les sports de tirs, un des aspects discutés durant le trilogue.

Avec cette nouvelle directive, les États membres pourront accorder des autorisations de catégorie A

à certains types de tireurs sportifs, selon le niveau de pratique de la personne.

Cette exemption couvre les tireurs qui débutent dans le sport de tir ainsi que ceux participant de manière régulière à des compétitions, et ne réduit en aucun cas la liberté de choix des équipements durant les compétitions.

Après la confirmation de l'accord par le Parlement, c'est maintenant à l'autre co-législateur, le Conseil de l'UE de l'approuver formellement. Après cela les États membres auront 15 mois pour transposer le texte dans leur législation nationale.

### PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse du PE](#)

[Note explicative du PE](#)

## FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

### CESE : Audition d'experts dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours du programme Erasmus+

Le 15 mars 2017, le Comité économique et social européen (CESE) de l'UE a organisé une audition dans le cadre de l'évaluation de mi-parcours du programme Erasmus+. C'est Günter Lambert, président du groupe d'étude chargé de l'évaluation qui a ouvert les débats en présentant les premiers résultats de l'analyse menée dans les États membres avec Tatjana Babrauskienė, co-rapporteur.

Durant le premier panel, des représentants de la plateforme Life-long learning, de l'association européenne des institutions d'éducation supérieure ainsi que des membres du groupe Erasmus Student Network ont discuté de l'utilisation du programme par leurs organisations et proposé des suggestions pour des améliorations futures.

– la maison du sport européen –

Le second panel, modéré par Tatjana Babrauskiene, comprenait des représentants du Forum Européen des Jeunes, des syndicats européens pour l'éducation et du bureau des COE auprès de l'UE. Felix Schäfer a ainsi représenté ce dernier en analysant les barrières rendant difficile une implication plus importante des organisations sportives dans le programme. Il a ainsi souligné la faible part de membres du sport organisé comme partenaires de projets européen (25 %), soulignant la prédominance de grands projets, ne laissant que peu de place à l'implication de petits acteurs issus du sport pour tous notamment, cela étant notamment dû aux questions de préfinancement et

aux contraintes administratives. L'introduction des petits projets a cependant été soulignée comme créatrice d'espoir d'améliorations pour les années futures.

Tous les panelistes ont souligné le succès général du programme Erasmus+ et son importance dans la mise en relation des jeunes avec les problématiques européennes.

Le bureau des COE auprès de l'UE continue de suivre attentivement les développements du programme Erasmus+.

---

## LE COIN DES PARTENAIRES

---

### Le Comité Olympique finlandais prend la suite de VALO comme partenaire du bureau des COE auprès de l'UE

---

Suite à la fusion du Comité Olympique finlandais et de la Confédération sportive finlandaise (VALO) au début de l'année 2017, le Comité Olympique finlandais est maintenant officiellement partenaire du bureau des COE auprès de l'UE. VALO a été un partenaire actif du bureau des COE à Bruxelles

depuis 2009, et le CNO entend prendre la suite des activités.

Le Comité Olympique finlandais est ainsi le 10<sup>ème</sup> CNO européen à rejoindre le bureau des COE auprès de l'UE.

– la maison du sport européen –

## Sports and Recreation Alliance (SARA) / Brexit: Un compromis difficile à trouver pour le monde du sport?

Le 29 mars, le Royaume-Uni a déclenché l'article 50 du traité de Lisbonne, lançant ainsi le retrait du pays de l'UE. Quelles pourraient être les conséquences pour le commerce des biens et services sportifs ?

Durant son discours de janvier 2017, la première ministre [Theresa May a présenté les priorités du gouvernement britannique dans les négociations sur le Brexit](#). Ces priorités vont orienter les futures négociations, suite à la notification officielle de l'utilisation de l'article 50, le 29 mars.

L'annonce majeure de ce discours était dans la confirmation que le Royaume-Uni n'allait pas seulement quitter l'UE mais aussi le [Marché Unique et probablement l'Union douanière dans le même temps](#). Cela devrait modifier de manière considérable les relations commerciales du Royaume-Uni et de l'UE. Quelles pourraient être les conséquences pour le secteur du sport au Royaume-Uni ? En se plongeant dans les données disponibles sur la situation des [biens sportifs](#) et des [services](#), des premières tendances semblent se dégager.

En ce qui concerne l'industrie des biens sportifs – allant des vêtements de sport au club de golf et aux vélos – ce qui frappe tient au fait que le Royaume-Uni a actuellement le plus grand déficit commercial de l'ensemble de l'union. Le Royaume-Uni importe des biens sportifs pour une valeur de 2.9 milliards d'Euros contre 1.7 milliards d'importations. 60% des biens étant vendus à d'autres pays membres de l'UE. (Fig 1).

Ce déficit commercial indique que les consommateurs de biens sportifs sont considérablement exposés à deux risques liés au Brexit. A court terme, le Brexit va impliquer une dépréciation de la monnaie conduisant à une augmentation des prix des biens importés. L'exemple peut être pris de l'effondrement du pound, suite au résultat du référendum, et de son impact sur les prix à l'importation, le revendeur [Halford's a par exemple récemment annoncé que le prix de ses vélos allait significativement augmenter durant les prochains mois](#).

A plus long terme, la mise en place de nouvelles barrières douanières, par exemple sur les tarifs à l'importation des biens sportifs, pourrait être problématique. En effet, ces barrières pourraient également s'étendre aux relations avec les pays hors UE, si le Royaume-Uni ne parvenait pas à négocier, avec [certains pays, des accords similaires à ceux négociés au sein de l'UE](#).

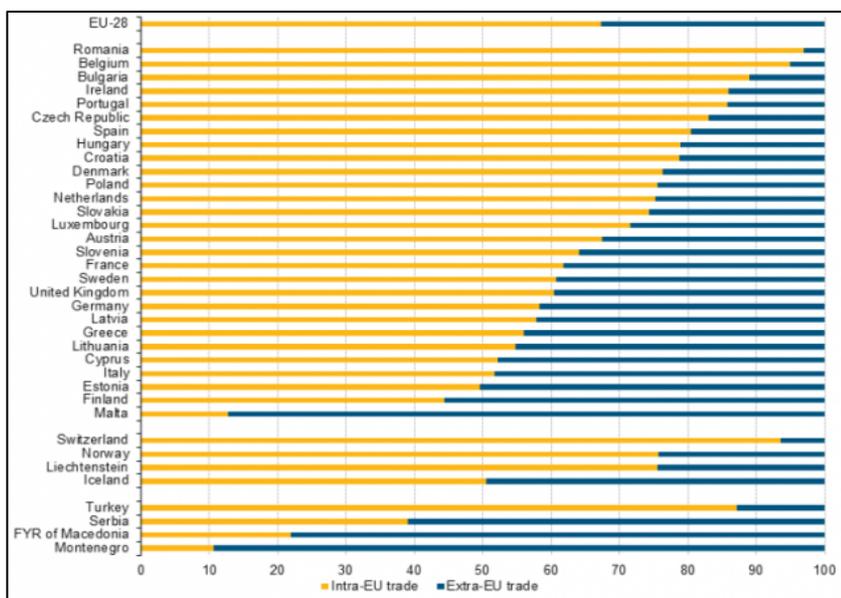


Fig. 1: Exports of sporting goods: % share intra-EU versus extra-EU, 2014 (Source: Eurostat)

– la maison du sport européen –

Du côté des exportations, la chute du pounds devrait permettre aux producteurs du [Royaume-Uni d'augmenter leur compétitivité](#) et de rendre leurs produits plus attractifs en Europe et au-delà. Malgré tout, sur une plus

	Exports of services (£m)		Exports of services (%)	
	EU	Rest of World	EU	Rest of World
Creative Industries	8,421	11,389	42.5	57.5
Cultural Sector	2,534	2,867	46.9	53.1
Digital Sector	13,860	17,895	43.6	56.4
Gambling	42	129	24.5	75.5
Sport	601	1,190	33.5	66.5
Telecoms	3,311	3,469	48.8	51.2
<b>DCMS sector total</b>	<b>15,927</b>	<b>21,728</b>	<b>42.3</b>	<b>57.7</b>
<b>UK Total</b>	<b>84,439</b>	<b>134,321</b>	<b>38.6</b>	<b>61.4</b>

Fig. 2: Exports of services: EU versus non-EU, 2014.\* (Source: Department for Culture, Media and Sport)

aux droits par l'intermédiaire de services de design, d'ingénierie et de création. Certaines études récentes indiquent clairement que le secteur des services liés au sport est en plein développement. Entre 2010 et 2014, les exportations du Royaume-Uni en terme de services sportifs ont augmenté de près de 90% pour atteindre une valeur d'1.8 milliards.

Ces chiffres laissent entendre que le Royaume-Uni développe une profonde expertise dans ce secteur et, prenant en compte sa contribution à l'économie, il est important que ce domaine ne soit pas oublié durant les discussions entourant le Brexit.

La décision de quitter le Marché Unique devrait rendre plus difficile l'accès des entreprises britanniques au reste des pays de l'UE. Actuellement, le Royaume-Uni exporte un tiers de ses services liés au sport au sein de l'UE ce qui correspond à un demi-milliard d'EUR (Fig.2). Les importations de services sportifs provenant de l'UE au Royaume-Uni correspondent à 85% des importations total du pays, soit également un demi-milliard d'euros (Fig.3).

	Imports of services (£m)		Imports of services (%)	
	EU	Rest of World	EU	Rest of World
Creative Industries	3,879	4,829	44.5	55.5
Cultural Sector	911	1,575	36.7	63.3
Digital Sector	8,799	8,200	51.8	48.2
Gambling	106	92	53.5	46.5
Sport	638	101	86.3	13.7
Telecoms	3,675	1,450	71.7	28.3
<b>DCMS sectors total</b>	<b>10,395</b>	<b>8,963</b>	<b>53.7</b>	<b>46.3</b>
<b>UK</b>	<b>63,323</b>	<b>69,085</b>	<b>47.8</b>	<b>52.2</b>

Fig. 3: Imports of services: EU versus non-EU, 2014.\* (Source: Department for Culture, Media and Sport)

Bien que ces flux ne soient pas majeurs dans le commerce global du Royaume-Uni, ces chiffres démontrent l'interdépendance entre le Royaume-Uni et l'UE dans le secteur des biens et services sportifs et la manière dont le Brexit peut avoir un impact sur le commerce transfrontalier. Les risques augmentent encore lorsque l'on considère le rôle de facilitateur joué par l'UE dans le cadre de la [reconnaissance mutuelle des qualifications](#) qui s'intègre plus largement dans la liberté de circulation des personnes et des services garantie par les traités européens.

– la maison du sport européen –

Les analyses concernant les impacts du Brexit sur le sport au Royaume-Uni ne sont pour le moment que spéculatives. Néanmoins, le lancement de la procédure officielle le 29 mars ouvre une longue période de négociations qui doit être attentivement suivie par tous les acteurs impliqués dans le sujet.

## PLUS D'INFORMATIONS

Cet article est une mise à jour de l'article publiée sur le site de [SARA](#)

*\* The data published by the Department for Culture, Media and Sport (DCMS) is based on a narrow statistical definition of 'sport' which does not include all sports services activity, some of which is included in other DCMS sectors. If a wider definition is used, the total value of sports services is likely to be significantly higher than indicated.*

## Dates en avril 2017

<b>6 avril 2017</b>	<i>Date limite pour les applications Erasmus+ Sport</i>
<b>11 avril 2017</b>	<i>Groupe de travail sport du Conseil, Bruxelles</i>
<b>17 avril 2017</b>	<i>Lundi de Pâques, fermeture du bureau</i>
<b>19 avril 2017</b>	<i>Présentation du projet SIGGS au Séminaire EHF pour les secrétaires généraux, Paris</i>
<b>27 avril 2017</b>	<i>Groupe de travail sport du Conseil, Bruxelles</i>